



FIDUCIAL

AUDIT

AGENCE DE RENNES

40, rue du Bignon

Forum de la Rocade

B.P. 91467

35514 CESSON SÉVIGNÉ CEDEX

Tél. 02 99 26 02 50

Fax 02 99 26 86 38

**COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
D'ILLE ET VILAINE**

MAISON DEPARTEMENTALE DES SPORTS

**13b AVENUE DE CUCILLE
35065 RENNES CEDEX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE RÉVISION COMPTABLE

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA FR 39 334 301 488
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr

**COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET
SPORTIF D'ILLE ET VILAINE
Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CDOS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

FAIT A CESSON SEVIGNE LE 04 Mars 2025

**SA FIDAUDIT
FIDUCIAL AUDIT**
Société de commissaires aux comptes

François BEYOT
Commissaire aux comptes



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	130 349	87 618	42 731	49 701	6 970	14.02
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	1 011		1 011	1 011		
	Total I	131 360	87 618	43 742	50 712	6 970	13.74
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	69 188		69 188	66 664	2 524	3.79
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	11 297		11 297	16 173	4 876	30.15
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	452 148		452 148	462 256	10 108	2.19
	Charges constatées d'avance (2)	6 520		6 520	5 452	1 068	19.59
	Total II	539 153		539 153	550 545	11 392	2.07
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		670 513	87 618	582 895	601 257	18 362	3.05

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	21 459	21 459		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	165 224	165 224		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	110 209	252 513	142 303	56.35
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	60 305	142 303	202 608	142.38
	Situation nette (sous total)	357 198	296 893	60 305	20.31
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	13 714	16 833	3 119	18.53
	Provisions réglementées				
	Total I	370 912	313 726	57 186	18.23
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	50 031	25 276	24 755	97.94
	Total II	50 031	25 276	24 755	97.94
	Provisions pour risques		76 771	76 771	100.00
DETTE (1)	Provisions pour charges	50 134	49 542	592	1.19
	Total III	50 134	126 314	76 179	60.31
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 056	32 350	6 293	19.45
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	83 075	75 971	7 105	9.35
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	2 687	21 121	18 434	87.28
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance		6 500	6 500	100.00
	Total IV	111 818	135 941	24 123	17.75
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	582 895	601 257	18 362	3.05

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

SAS CAFEX

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	21 400		18 165		3 235	17.81
Ventes de biens et services						
Ventes de biens	1 003		1 226		223	18.19
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	334 403		294 795		39 608	13.44
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	194 172		180 290		13 882	7.70
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	45 336		43 795		1 541	3.52
Utilisations des fonds dédiés	15 190		6 046		9 144	151.24
Autres produits	27 155		2 487		24 667	991.67
Total I	638 659		546 804		91 855	16.80
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	115 071		127 119		12 048	9.48
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	19 459		23 199		3 740	16.12
Salaires et traitements	364 676		395 885		31 209	7.88
Charges sociales	113 988		123 348		9 359	7.59
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 936		18 637		701	3.76
Dotations aux provisions	592		760		168	22.11
Reports en fonds dédiés	39 945		2 320		37 625	NS
Autres charges	4 748		8 268		3 520	42.57
Total II	676 415		699 536		23 121	3.31
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	37 757		152 732		114 976	75.28

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		8 071		6 931	1 141	16.46
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		8 071		6 931	1 141	16.46
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		8 071		6 931	1 141	16.46
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		29 685		145 802	116 117	79.64
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital		107 891		4 000	103 891	NS
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		107 891		4 000	103 891	NS
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital		17 199		5	17 194	NS
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		17 199		5	17 194	NS
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		90 692		3 995	86 697	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)		702		497	205	41.25
Total des produits (I+III+V)		754 621		557 734	196 886	35.30
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		694 316		700 038	5 722	0.82
5. EXCEDENT OU DEFICIT		60 305		142 303	202 608	142.38

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	18 604		13 018		5 586	42.91
Prestations en nature	19 050		19 050			
Bénévolat						
TOTAL	37 654		32 068		5 586	17.42
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	19 050		19 050			
Prestations en nature						
Personnel bénévole	18 604		13 018		5 586	42.91
TOTAL	37 654		32 068		5 586	17.42

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 582 895.15 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 638 658.50 Euros et dégageant un excédent de 60 304.86 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Une provision initialement constituée pour 77 K€ est prescrite, elle a été reprise sur l'exercice. Elle figure sur le résultat exceptionnel.

L'association compte 61 adhérents comité & 273 adhérents au service Salaire Emploi cette année (valable pour l'année civile).

Il a été consommé 15 K€ sur les subventions 2023 portées en Fonds dédiées pour 25 K€.

Il est porté 40 K€ de subventions 2024 non consommées sur l'exercice en Fonds Dédiés.

La directrice de la structure est en arrêt depuis novembre 2023.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

En tant qu'organe déconcentré, le CDOS a pour objet de représenter le CNOSF dans son ressort territorial. A ce titre, il veille à :

1. Propager les principes fondamentaux de l'Olympisme définis par Pierre de Coubertin et énoncés dans la Charte Olympique, notamment en agissant contre toute forme de discrimination et de violence dans le sport et contre l'usage de substances ou de procédés interdits par le CIO, les fédérations internationales (" FI ") et autres autorités nationales ou internationales, en contribuant à la diffusion de l'Olympisme dans les programmes de formation et d'enseignement
2. Participer aux actions en faveur d'une plus grande mixité sociale, de la promotion des femmes dans le sport, ainsi que prendre en compte de manière responsable les problèmes d'environnement et de développement durable
3. Développer, promouvoir et protéger le Mouvement Olympique de son ressort territorial, conformément à la Charte Olympique et d'assurer le respect des dispositions de celle-ci par ses membres et par tous ceux, personnes morales ou physiques, qui, plus généralement, relèvent de son autorité à quelque titre que ce soit
4. Alerter le CNOSF sur toute utilisation des propriétés Olympiques au sens des dispositions de la Charte Olympique notamment du symbole Olympique, des termes " Olympique ", " Olympiade ", " Jeux Olympiques ", de son acronyme " JO ", et de leurs traductions
5. Oeuvrer, conformément aux principes définis par la Charte Olympique, pour maintenir à l'échelle de son territoire, des relations d'harmonie et de coopération avec les services déconcentrés de l'État, les collectivités publiques et toute organisation pouvant contribuer au développement du sport mais aussi à la préservation des principes fondamentaux et des valeurs de l'Olympisme.

Le Comité Départemental Olympique et Sportif d'Ille et Vilaine s'interdit toute appartenance d'ordre politique et religieux.

TRANSACTIONS NON COURANTES

Prise en charge par l'association, des frais de déplacement des membres du Conseil d'Administration et des salariés pour 11 K€ sur l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	12 634		4 878
Installations générales agencements aménagements divers	29 216		
Matériel de transport	27 605		22 107
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	63 190		680
TOTAL	132 645		27 664
Prêts, autres immobilisations financières	1 011		500
TOTAL	1 011		500
TOTAL GENERAL	133 656		28 164

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			17 511	17 511
Installations générales agencements aménagements divers		2 355	26 861	26 861
Matériel de transport		27 605	22 107	22 107
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			63 870	63 870
TOTAL		29 960	130 349	130 349
Prêts, autres immobilisations financières		500	1 011	1 011
TOTAL		500	1 011	1 011
TOTAL GENERAL		30 460	131 360	131 360

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		5 625	4 623		10 248
Installations générales agencements aménagements divers		28 448	769	2 355	26 861
Matériel de transport		9 922	4 631	10 906	3 647
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		38 949	7 913		46 862
TOTAL		82 944	17 936	13 262	87 618
TOTAL GENERAL		82 944	17 936	13 262	87 618
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	4 623				
Instal.générales agenc.aménag.divers	769				
Matériel de transport	4 631				
Matériel de bureau informatique mobilier	7 913				
TOTAL	17 936				
TOTAL GENERAL	17 936				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	21 459				21 459
Réserves	165 224				165 224
Report à nouveau	252 513	142 303-		0	110 209
Excédent ou déficit de l'exercice	142 303-	142 303	60 306	1	60 305
Situation nette	296 893		60 306		357 198
Subventions d'investissement	16 833		2 000	5 119	13 714
TOTAL I	313 726		62 306	5 120	370 912

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	25 276	39 945	15 190			50 031	50 031
ANIM. EN MILIEU CARCERAL	1 790		1 790				
PROJET IMPACT/SPORT SANT	10 086					10 086	10 086
TERRE DE JEUX	11 080		11 080				
ARS ICAPS 2023	2 320		2 320				
LAICITE		3 500				3 500	3 500
ETAT VSS		8 500				8 500	8 500
ANS		21 017				21 017	21 017
ARS ICAPS 2024		3 894				3 894	3 894
SDNE		1 534				1 534	1 534
AAP SC		1 500				1 500	1 500
TOTAL	25 276	39 945	15 190			50 031	50 031

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 011	1 011	
Autres créances clients	69 188	69 188	
Divers état et autres collectivités publiques	900	900	
Débiteurs divers	10 397	10 397	
Charges constatées d'avance	6 520	6 520	
TOTAL	88 016	88 016	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	26 056	26 056		
Personnel et comptes rattachés	37 481	37 481		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 251	34 251		
Impôts sur les bénéfices	1 199	1 199		
Autres impôts taxes et assimilés	10 144	10 144		
Autres dettes	2 687	2 687		
TOTAL	111 818	111 818		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 8 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	1 200
Autres créances	11 077
Total	12 277

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 065
Dettes fiscales et sociales	50 988
Total	67 053

Subventions d'équipement

Il y a pour 5 K€ de QP de subvention portée au résultat 2024, issue des subventions d'investissement 2022 pour le mur connecté, ARS ICAPS de 2023 & 2024.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il n'y pas eu de rémunérations et avantages en nature versés aux dirigeants bénévoles de l'association.

L'information relative à la rémunération des dirigeants salariés n'est pas indiquée car cela conduirait à fournir une information individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Agents de maîtrise et techniciens	10
Total	11

Valorisation des contributions volontaires

Les temps de présence aux instances officielles (conseil d'administration, bureau,...) ainsi que les autres contributions bénévoles (animations, activités, événements...) qui nous ont été communiqués ont été évalués à 1 566 heures.

En tenant compte d'une valorisation indiquée par l'association à 11.88 euros (SMIC horaire 2024 hors charges patronales), cela représente un montant valorisé de 18 604 euros.

Le Conseil Régional d' Ille & Vilaine met à disposition gratuitement des bureaux pour une surface de 169.35 m² ainsi qu'une cave de 13.71 m², le loyer annuel 2024 est estimé à 19 050 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 800 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 5 800 euros.
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euro.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Cet engagement est provisionné pour un montant de 50 143 euros.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
		50 143
Engagement total		50 143

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible : 1% constant
- taux d'actualisation : 3.38%
- table mortalité : TV 88/90
- taux de charges sociales & fiscales : 50% pour les cadres et non cadres